



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

croissance

Question au Gouvernement n° 566

Texte de la question

SITUATION ÉCONOMIQUE

M. le président. La parole est à M. Jean-Louis Idiart, pour le groupe socialiste.

M. Jean-Louis Idiart. Monsieur le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault vous a interrogé hier sur la situation économique, sur celle de l'emploi, et vous n'avez pas répondu. *(Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

M. Alain Néri. Comme d'habitude !

M. Jean-Louis Idiart. Quel mépris pour l'opposition ! Quel mépris pour les victimes de votre politique ! Sortez de votre bulle ! Revenez aux réalités ! Depuis un an, il y a 125 000 chômeurs de plus dans notre pays. *(Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

M. Alain Néri. Absolument !

M. Hervé Novelli. Provocateur.

M. Jean-Louis Idiart. Le très mauvais résultat du mois de mars est doublement préoccupant, car le chômage des jeunes et celui de longue durée augmentent concomitamment. Vous êtes seul responsable de cette situation (« Non, c'est vous ! », *sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire, car vous avez abandonné toute politique volontariste de lutte pour l'emploi !*)

M. Robert Lamy. Amnésique !

M. Jean-Louis Idiart. Les crédits du ministère de l'emploi ont été amputés, les emplois-jeunes supprimés *(Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française)* et les plans sociaux se multiplient ! *(Mêmes mouvements sur les mêmes bancs.)* Le laisser-aller et le laisser-faire en matière économique n'ont qu'un résultat : toujours plus de chômeurs ! Votre ministre de l'économie...

M. Hervé Novelli. Excellent ministre !

M. Jean-Louis Idiart. ... nous a dit, hier, qu'il ne faudra juger votre action qu'au terme de la législature. *(Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française.)* Mais, monsieur le Premier ministre, comment le croire,...

M. Hervé Mariton. Baratin !

M. Jean-Louis Idiart. ... alors que tout démontre qu'en une année, vous avez échoué ?

M. Jean Marsaudon. Baratin !

M. Jean-Louis Idiart. Allez-vous, enfin, changer de politique...

Plusieurs députés du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. Mais non !

M. Jean-Louis Idiart. ... et vous attaquer au vrai problème du chômage autrement que par des effets de

manche ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française.*)

M. Robert Lamy. Et les 35 heures !

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité.

M. François Fillon, ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité. Monsieur le député, le chômage augmente dans notre pays depuis maintenant deux ans sans discontinuer. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*) Il a augmenté de 167 000 personnes durant les onze derniers mois du gouvernement de Lionel Jospin ; il a augmenté de 125 000 personnes durant les onze premiers mois du gouvernement de Jean-Pierre Raffarin. (« Non ! » et exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.) **M. Claude Bartolone.** C'est incroyable !

M. Richard Mallié. C'est donc moins !

M. le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité. Cette situation est liée à une mauvaise conjoncture économique internationale (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste*), dont les effets sur l'emploi n'ont pu être inversés en raison de la politique de l'emploi que vous avez conduite. (*Mêmes mouvements sur les mêmes bancs.*)

M. Christian Bataille. C'est toujours la faute des autres !

M. Richard Mallié. Si nous en sommes là, c'est à cause de la politique qui a été conduite par les socialistes !

M. le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité. Toutefois, nous allons entrer dans une période durant laquelle la situation économique internationale va s'améliorer. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*) A partir de la fin de l'année ou du début de l'année prochaine,...

M. Christian Bataille. Demain, ce sera mieux !

M. le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité. ... toutes les conditions seront réunies, dans la zone euro, d'un retour à un taux de croissance raisonnable situé entre 2 et 2,5 % : d'abord, les incertitudes internationales qui ont retardé le redémarrage de l'économie mondiale seront levées ;...

M. Christian Bataille. C'est la faute des autres ! C'est jamais vous !

M. le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité. ... ensuite, la situation de l'industrie des télécommunications...

M. Alain Néri. C'est faux !

M. le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité. ... et des nouvelles technologies, industrie qui a été le moteur de la croissance avant de devenir la cause de la crise, sera assainie, et cette industrie sera de nouveau le moteur de la croissance ; enfin, les réformes structurelles qui ont été conduites par le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin vont commencer à produire des effets. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Alain Néri. Le chômage augmente !

M. Richard Mallié. On a vu les effets de la politique conduite par la gauche !

M. le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité. Déjà, mesdames, messieurs les députés, le nombre de créations d'entreprises a augmenté au début de 2003 par rapport à ce qu'il était en 2002. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

A partir du mois de juillet prochain, nous allons mettre en oeuvre une politique d'allègement de charges, (« Ah ! » sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains) que vous avez votée en juillet dernier, de 7 milliards d'euros supplémentaires, dont les effets se feront sentir avant la fin de l'année.

M. Christian Bataille. Demain, ce sera mieux !

M. Bernard Roman. Et que dit Seillière ?

M. le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité. Monsieur le député, vous devriez être plus prudent (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste*) dans vos critiques de la situation économique ! (*Mêmes mouvements.*)

M. Richard Mallié. M. Idiart manque de modestie !

M. Michel Lefait. Ça suffit, les leçons !

M. le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité. Vous avez connu, durant la dernière législature, un retournement de conjoncture qui vous a coûté cher ! Nous, nous sommes au début d'une nouvelle législature. Lorsque le retournement de conjoncture se produira, vous serez très dépourvu pour continuer à commenter l'actualité ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Louis Idiart](#)

Circonscription : Haute-Garonne (8^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 566

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : affaires sociales, travail et solidarité

Ministère attributaire : affaires sociales, travail et solidarité

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 1er mai 2003

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 1er mai 2003